

25.06.2010 - 08:37 Uhr

Assassinats politiques au Honduras - Des organisations suisses demandent au Conseil fédéral d'intervenir

Bern (ots) -

- Indication: Des informations complémentaires peuvent être téléchargées en format pdf sous:
<http://presseportal.ch/fr/pm/100003695> -

À travers une pétition lancée par l'Union syndicale suisse (USS) et l'organisation de solidarité le SOLIFONDS, 32 organisations demandent au Conseil fédéral de s'engager pour les droits humains au Honduras. Depuis le putsch d'il y a une année, des membres de l'opposition et des journalistes sont régulièrement victimes de mesures d'intimidation et d'assassinats sciemment commis. Le 28 juin 2009, le président démocratiquement élu Manuel Zelaya du Honduras a été renversé par l'armée et expulsé du pays. Les nombreuses protestations émises par la population contre ce putsch ont été violemment réprimées, des centaines de manifestant(e)s furent emprisonnés et brutalisés, et nombre d'entre eux tués. Les élections organisées en novembre 2009 par les put-schistes se sont déroulées dans un climat de répression politique et en l'absence d'une vraie liberté d'opinion ; elles furent d'ailleurs largement boycottées. La majorité de la population ne reconnaît pas le gouvernement de Porfirio Lobo Sosa issu de ces « élections » comme son représentant légitime.

Depuis l'entrée en fonction de Lobo, en janvier 2010, les violations des droits humains se sont poursuivies : des dirigeant(e)s de syndicats, mais aussi des journalistes, sont les victimes de mesures d'intimidation et de pression. Sur les seuls trois mois de février, mars et avril 2010, sept journalistes, quatre syndicalistes et plusieurs membres de l'organisation paysanne MUCA ont été assassinés. Mais pour aucun de ces cas une enquête sérieuse n'a été menée à ce jour et il a été encore moins question d'établir l'identité des responsables et de les traduire en justice.

C'est pourquoi 32 organisations - dont les syndicats Unia, ssp et comedia, la communauté de travail des grandes oeuvres d'entraide « Alliance Sud » et le Parti socialiste suisse, ainsi que de nombreuses organisations non gouvernementales et de solidarité - s'adressent au Conseil fédéral au moyen d'une pétition lancée par l'USS et le SOLIFONDS. Elles demandent qu'il s'engage pour que les violations des droits humains commises depuis le putsch militaire fassent l'objet d'une enquête indépendante et exhaustive et que les coupables aient à rendre des comptes.

La Suisse doit aussi s'engager pour que la liberté d'expression soit garantie au Honduras et que les protestations de la population ne soient plus criminalisées. L'armée doit retourner dans ses casernes. En outre, ces organisations demandent que la Suisse ne poursuive ses activités de coopération au développement dans ce pays que là où elles servent directement à la population et renforcent les droits humains.

Une intervention de la Suisse, État dépositaire de la convention de l'ONU relative aux droits humains, est, précisément en ce moment, urgente : on doit en effet craindre qu'à l'approche du 28 juin, date anniversaire du putsch, la répression ne s'accroisse à l'encontre de la population qui s'engage pour une démocratisation du pays via une assemblée constitutionnelle.

Contact:

Yvonne Zimmermann, coordinatrice du Solifonds (044 272 60 37 ou 078 866 27 06) et Peter Lauener, responsable de la communication et porte-parole de l'USS (031 377 01 06 ou 079 650 12 34) se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information.

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100003695/100606068> abgerufen werden.